



DÉCENNIE >>> D'ACTION

Les
Objectifs de Développement
Durable et les
Examens Nationaux Volontaires
à Travers le Prisme de la
Protection de L'enfance

2022



BUREAU DU REPRÉSENTANT SPÉCIAL DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL CHARGÉE DE LA QUESTION
DE LA VIOLENCE À L'ENCONTRE DES ENFANTS



BUREAU DU REPRÉSENTANT SPÉCIAL DU
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL CHARGÉE DE LA QUESTION

DE LA VIOLENCE À L'ENCONTRE DES ENFANTS

Contact:

Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général chargée de la question
de la violence à l'encontre des enfants

Autorisations:

Bureau des Nations Unies SRSG-VAC

304E 45ème rue, 17e étage,

New York, NY, 10017, États-Unis

srsg-vac@un.org

Pour les dernières informations, veuillez visiter [<violenceagainstchildren.un.org>](https://violenceagainstchildren.un.org).

Gestion des réseaux sociaux:

 [UNviolenceagainstchildren](https://www.facebook.com/UNviolenceagainstchildren)

 [@un_violenceagainstchildren](https://www.instagram.com/un_violenceagainstchildren)

 [@UN_EndViolence](https://twitter.com/UN_EndViolence)

 violenceagainstchildren.un.org

© Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général chargée de la question
de la violence à l'encontre des enfants (SRSG-VAC)

Décembre 2022.

Contenu

Introduction	4
Respecter l'engagement qui a été pris de mettre fin à la violence contre les enfants d'ici à 2030	5
Les ODD à travers le prisme de la protection de l'enfance	7
Comment les ODD renforcent-ils la protection des enfants et réduisent-ils le risque de violence?	9
Examens Nationaux Volontaires de 2022 : Réflexions Clés	12

Introduction

Les 17 objectifs de développement durable (ODD) concernent tous les vies des enfants. La réalisation des droits des enfants, y compris leur droit à la protection contre la violence, suppose donc une approche globale et intégrée du développement.

Plus de la moitié des enfants dans le monde subissent une forme de violence ou une autre chaque année. L'impact socioéconomique de la pandémie de COVID-19, associé aux crises humanitaires complexes qui sévissent à l'heure actuelle, a encore aggravé cette situation épouvantable.

Plus d'enfants que jamais sont confrontés à l'extrême pauvreté, à la discrimination et à l'exclusion sociale. Près d'un milliard d'enfants vivaient dans la pauvreté avant la pandémie, et ils sont désormais 10 % de plus¹. La pauvreté accroît la vulnérabilité des enfants à la violence sous toutes ses formes, notamment le travail des enfants, la violence sexuelle, les mariages d'enfant, la traite et le recrutement dans des bandes criminelles et des groupes armés.

Plus d'enfants que jamais ont également été déplacés de force, poussés à la fuite par les conflits, la violence, les changements climatiques et les catastrophes naturelles, ainsi que par l'insécurité alimentaire. Près de 37 millions d'enfants ont été déplacés à l'intérieur ou à l'extérieur de leur pays en 2021 – le nombre le plus élevé qui ait jamais été enregistré depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale².

Trop souvent, les enfants victimes de violence n'ont pas accès aux services essentiels, tels que les services de protection sociale, les services de santé et de soutien psychosocial, l'éducation, les services de protection de l'enfance et la justice.

La violence contre les enfants est un problème mondial. Aucun pays n'est épargné et aucun enfant n'est à l'abri. Nous devons adopter un nouveau modèle de développement fondé sur une approche intégrée, tenant compte des enfants et des questions de genre, qui reconnaisse les liens entre les ODD et les droits des enfants qui ont été consacrés dans la Convention relative aux droits de l'enfant.

Il y a aussi un intérêt sur le plan économique à prévenir la violence. On peut espérer d'énormes retours sur investissement si l'on met davantage l'accent sur des systèmes et services de prévention et de protection contre la violence intersectoriels et tenant compte des besoins des enfants et des femmes, qui englobent la protection de l'enfance, l'enregistrement des naissances/la documentation, l'éducation, la santé, la justice et la protection sociale.

Investir dans les enfants, c'est aussi considérer qu'ils font également partie de la solution. Il faut écouter ce qu'ils ont à dire et agir en conséquence ; diffuser et appuyer leurs initiatives.

Depuis 2020, j'ai travaillé aux côtés des États Membres durant la préparation de leurs examens nationaux volontaires pour intégrer la protection des enfants et de leurs droits, comme recommandé dans l'Appel à l'action en faveur des droits humains³ et dans Notre Programme commun⁴. Je félicite vivement les États Membres qui ont inclus les droits de l'enfant et la prévention de la violence dans leurs processus de réalisation et de suivi des ODD, par exemple dans leur examen national volontaire, et j'encourage les autres à en faire autant.

Il nous reste moins de sept ans pour tenir les promesses faites aux enfants dans le Programme 2030. Le temps presse. Nous devons investir davantage dans les enfants – et rapidement – investir dans la génération d'aujourd'hui et les générations futures.



Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants

1. Child poverty | UNICEF.

2. Près de 37 millions d'enfants déplacés dans le monde – le nombre le plus élevé jamais enregistré ([unicef.org](https://www.unicef.org/fr)).

3. Appel à l'action en faveur des droits humains lancé par le Secrétaire général ([un.org](https://www.un.org)).

4. Notre Programme commun (Nations Unies).

Respecter l'engagement qui a été pris de mettre fin à la violence contre les enfants d'ici à 2030

Il reste moins de sept ans pour atteindre les ODD d'ici 2030 et respecter l'engagement qui a été pris de mettre fin à toutes les formes de violence contre les enfants. Dans leurs examens nationaux volontaires de 2022, les États Membres ont rendu compte des progrès qu'ils avaient fait dans l'application du Programme 2030 et dans la réalisation des 17 ODD. Ils ont décrit la manière dont la pandémie de COVID-19 et d'autres crises humanitaires en cours – les conflits, la crise climatique, l'instabilité sociale, l'insécurité alimentaire, les déplacements internes et externes massifs et la méfiance croissante envers les institutions – avaient rendu les enfants encore plus vulnérables face à la violence.

L'application du Programme 2030 et le « Reconstruire en mieux » après la pandémie signifient que ces crises interdépendantes doivent être abordées de manière globale, en plaçant les personnes – en particulier les enfants – au cœur des efforts. Si les examens nationaux volontaires de 2022 illustrent un engagement politique fort en faveur du bien-être des enfants, ils mettent également en évidence les difficultés rencontrées. Il s'agit notamment de l'insuffisance des ressources financières et techniques et du manque de données ventilées permettant de suivre les progrès et de reproduire les pratiques prometteuses à grande échelle.

La réalisation des ODD nécessite l'adoption **d'une approche intersectorielle et coordonnée du développement**, qui tienne compte des enfants et des questions de genre. Les États Membres reconnaissent cet état de fait dans leurs examens nationaux volontaires, et bon nombre de leurs références à la protection des enfants contre la violence, à la protection sociale et à l'égalité renvoient aux informations qu'ils ont communiquées au titre de l'ODD 5, relatif à l'égalité des sexes. **Des systèmes intersectoriels intégrés**, qui tiennent compte des besoins des enfants et des questions de genre, doivent être mis en place à grande échelle et rendus accessibles au monde entier, sans laisser personne de côté. Cela comprend les services d'aide sociale, de protection et de soins ; l'enregistrement des naissances et les documents d'identité ; l'offre d'une éducation inclusive qui ouvre des perspectives, dans des conditions de sécurité, y compris d'un apprentissage numérique inclusif, dans des conditions de sécurité ; des services de santé physique, mentale, sexuelle et procréative ; la justice, et l'offre d'un soutien parental et d'une protection sociale durable pour les familles et les communautés vulnérables.

Les processus décisionnaires doivent être plus inclusifs, participatifs et représentatifs. Les enfants sont déjà des acteurs de premier plan ; ce seront les parents de demain et celles

et ceux qui s'occuperont des générations futures. Ils doivent être invités à participer à la planification du développement à l'échelle nationale et locale et intégrés dans les processus décisionnaires. **Les partenariats doivent être adaptés au contexte, axés sur les résultats et complémentaires** pour permettre un bon développement. S'agissant de la coopération internationale, il faut passer d'une approche centrée sur les donateurs à des partenariats inclusifs qui favorisent la coopération Sud-Sud, la coopération Nord-Sud et la coopération triangulaire.

Pourquoi est-ce important ?

La violence a d'énormes répercussions sur le bien-être physique et mental des enfants et ses conséquences peuvent durer toute la vie. Outre toutes les souffrances endurées, le tribut payé par les victimes et par les sociétés sur le plan financier est énorme. Le fait d'être exposé à la violence, au stress et à d'autres crises peut entraîner des dégâts instantanés ou à long terme sur les plans physiologique et psychologique. La violence contre les enfants a également des coûts économiques qui, selon les estimations, représentent jusqu'à 8 % du PIB mondial⁵. Il faut investir davantage dans les enfants, dès le plus jeune âge et jusqu'à l'âge adulte, pour permettre une croissance résiliente et durable sur les plans social, humain et économique. Un tel effort présente un rendement social et économique élevé.

Éléments constitutifs d'un système de protection tenant compte des besoins des enfants et des questions de genre

Éliminer la violence contre les enfants, c'est, pour une nation, accroître son capital humain. Les mesures de prévention de la violence trouvent une justification économique dans leur important retour sur investissement et contribuent à renforcer la confiance dans les institutions gouvernementales. La mise en place d'un système de protection efficace nécessite non seulement des investissements, mais aussi une forte mobilisation sociale dans l'ensemble de la société (enfants, familles et soignants, communautés, chefs religieux et confessionnels, médias et secteur privé). Dans les pays où le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable est pertinent, il convient d'envisager de mettre en place des plans-cadres intersectoriels incluant les services suivants:

- Protection sociale durable
- Enregistrement des naissances et documents d'identité
- Éducation inclusive, y compris un apprentissage numérique, dans des conditions de sécurité
- Services de santé, y compris des services de santé mentale et de santé sexuelle et procréative
- Soutien aux parents et aux familles, y compris dans la pratique d'une discipline positive et non violente
- Systèmes de justice complets (justice sociale, climatique, pénale, civile et administrative)
- Systèmes efficaces de gestion des dossiers de protection de l'enfance, avec des mécanismes d'alerte et de détection précoces
- Renforcement des normes sociales de protection par la mobilisation des communautés locales, y compris les communautés religieuses et confessionnelles.

5. The costs and economic impact of violence against children | ODI: Think change.

Les ODD à travers le prisme de la protection de l'enfance

Les 17 ODD touchent tous la vie des enfants d'une manière ou d'une autre. Si certaines formes de violence contre les enfants correspondent à des cibles spécifiques des ODD, le Programme 2030 traite aussi d'un ensemble beaucoup plus large de facteurs susceptibles d'exposer les enfants à la violence ou de contribuer au contraire à les en protéger. La réalisation des ODD contribuera à prévenir les violences dans la vie des enfants et à apporter des réponses efficaces aux victimes.

Dans le même temps, la justice sociale et climatique, l'égalité, l'équité et l'accomplissement de progrès économiques dans le cadre du Programme 2030 seront hypothéqués par les effets perniciox et les conséquences à long terme de la violence contre les enfants si les cibles spécifiques des ODD sur la violence contre les enfants ne sont pas atteintes et les facteurs déterminants réunis.

CRÉER UN ENVIRONNEMENT SÛR, SAIN, INCLUSIF POUR TOUS LES ENFANTS ET LEUR DONNER DES MOYENS D'AGIR



Les cibles des ODD qui combattent directement la violence contre les enfants

4.a Un cadre d'apprentissage sûr et non violent	5.2 Éliminer de la vie publique et de la vie privée toutes les formes de violence faite aux femmes et aux filles, y compris la traite et l'exploitation sexuelle et d'autres types d'exploitation	5.3 Éliminer toutes les pratiques préjudiciables, telles que le mariage des enfants, le mariage précoce ou forcé et les mutilations génitales féminines	16.1 Réduire nettement, partout dans le monde, toutes les formes de violence et les taux de mortalité qui y sont associés
5.1 Mettre fin, partout dans le monde, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles		8.7 Mettre fin au travail des enfants sous toutes ses formes	16.2 Mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation et à la traite, et à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants

Comment les ODD renforcent-ils la protection des enfants et réduisent-ils le risque de violence ?

De nombreux facteurs sont à l'origine de la violence contre les enfants, comme la pauvreté, le manque d'accès à l'éducation, les inégalités de genre, la discrimination, les lacunes des systèmes de protection sociale, le fait que la violence soit tolérée dans les normes sociales et les conséquences des catastrophes humanitaires et naturelles, y compris celles causées par les conflits armés et les changements climatiques. Le Programme 2030, qui a pour objectif fondamental de créer des sociétés pacifiques, prospères, inclusives et justes, esquisse un monde où les déterminants de la violence seraient réduits de manière proactive, en renforçant la protection des enfants et en réduisant les risques.

Les examens nationaux volontaires sont une précieuse occasion d'intégrer les droits de l'enfant d'une manière qui tienne compte de la nature intégrée et interconnectée des ODD, les ODD eux-mêmes reflétant la nature indivisible et interdépendante des droits de l'enfant.

Le Programme 2030 est un cadre crucial pour permettre l'instauration d'un climat inclusif, juste, habilitant, sain et sûr et la pleine réalisation des droits de l'enfant tels qu'ils sont consacrés dans la Convention relative aux droits de l'enfant. Son processus d'examen doit donc procéder d'une approche intégrée fondée sur les droits de l'enfant, qui permette d'identifier les liens, les intersections et les éléments transversaux entre ODD.

Les 17 ODD sont tous liés d'une manière ou d'une autre aux facteurs de risque et aux mesures de protection qui déterminent l'étendue de la violence contre les enfants. Les exemples ci-après montrent que la réalisation des ODD peut permettre de lutter contre la violence et qu'à l'inverse, mettre fin à la violence contre les enfants peut aussi permettre d'accélérer l'application du Programme 2030.

LA VIOLENCE CONTRE LES ENFANTS

Risques, facteurs de risque et facteurs de protection



LES DIFFÉRENTES FORMES DE VIOLENCES ET LEURS EFFETS

LES FACTEURS DE RISQUE

LES FACTEURS DE PROTECTION



La violence émotionnelle

Les enfants qui vivent dans la rue



Les problèmes de santé mentale



La violence domestique



Les mariages d'enfants



Les grossesses d'enfant



Le harcèlement



Les châtiments corporels



La traite des enfants



Le travail des enfants



La violence en ligne

Pauvreté



Santé



Éducation et développement du jeune enfant



Travail décent



Un cadre de vie sûr, propre et connecté



La protection sociale aide les enfants et leurs familles.



L'accès aux soins de santé et au personnel de santé contribue à la détection de la violence, à sa prévention et à la lutte contre le phénomène.



L'accès à l'éducation contribue à renforcer la protection des enfants. Une éducation de qualité crée des sociétés plus productives, égalitaires et inclusives.



Un travail décent permet aux familles et aux personnes qui s'occupent d'enfants d'assurer la santé des enfants, leur développement et leur protection.



Des TIC sûres et abordables améliorent l'apprentissage des enfants, augmentent les possibilités de contacts sociaux et d'accès aux services de protection.



LES DIFFÉRENTES FORMES DE VIOLENCES ET LEURS EFFETS



Les déplacements forcés



La traite d'enfants

Les enfants disparus



Le mariage des enfants



Les mutilations génitales féminines



Les enfants apatrides



Les violences sexuelles



Le recrutement dans des gangs et des groupes armés



Les enfants blessés et tués lors de violences



Les enfants privés de liberté

LES FACTEURS DE RISQUE

Action climatique



Les enfants en mouvement



L'égalité des genres et la discrimination



Des sociétés pacifiques, justes et inclusives



Un processus décisionnaire participatif



LES FACTEURS DE PROTECTION



L'atténuation de la crise climatique réduit les risques de violence qui y sont associés.



Des politiques de migrations ordonnées, sûres et régulières atténuent les risques pour les enfants et les personnes qui s'occupent d'eux.



L'accès équitable aux services de santé, d'éducation et de protection favorise le développement des sociétés.



L'enregistrement des naissances garantit l'accès à la protection sociale, à la justice et aux services sociaux.



La participation des enfants améliore la prévention de la violence et sa répression.

Examens Nationaux Volontaires de 2022 : Réflexions Clés

Le processus des examens nationaux volontaires est une occasion d'intégrer les droits des enfants

Le Programme 2030 est un cadre crucial pour la réalisation des droits des enfants en ce qu'il permet l'instauration d'un climat inclusif, juste, habilitant, sain et sûr. Par conséquent, tout examen de la mise en œuvre du Programme 2030 nécessite l'adoption d'une approche intégrée fondée sur les droits de l'enfant qui identifie les liens, les intersections et les éléments transversaux entre ODD.

Le thème du forum politique de haut niveau 2022 est « Reconstruire en mieux après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), tout en avançant sur la voie d'une mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ».

La Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants a pris contact avec les 44 États Membres qui ont présenté des examens nationaux volontaires au forum politique de haut niveau de 2022 pour leur offrir un soutien dans le cadre de leur procédure de communication de l'information. Elle a à cette occasion jugé très encourageant l'attachement à la protection et au bien-être des enfants manifesté par les États Membres. À l'invitation de ces États Membres, la Représentante spéciale a participé à des dialogues politiques régionaux et nationaux, elle a organisé conjointement des activités lors des manifestations de haut niveau du forum politique de haut niveau et de l'Assemblée générale, et elle a pris part aux processus nationaux d'établissement des examens nationaux volontaires. En outre, ses visites en Côte d'Ivoire, en Éthiopie, en Grèce, en Jordanie et au Viêt Nam ont coïncidé avec la préparation de leur examen national volontaire ou ont eu lieu immédiatement après.

La Représentante spéciale du Secrétaire général a fait suivre toutes ses interactions avec les États Membres de séances d'information à l'intention des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et des équipes de pays des Nations Unies concernés, ainsi que des bureaux régionaux des Nations Unies. Elle a insisté pour qu'ait lieu un suivi approprié à l'échelle nationale selon l'approche « Unité d'action des Nations Unies », conformément à l'Appel à l'action et à Notre Programme commun. Elle a également souligné les liens existants entre le processus de mise en œuvre et d'examen du Programme 2030, les rapports périodiques au Comité des droits de l'enfant, l'examen périodique universel (EPU) et le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable.

À cet égard, 14 des États Membres ayant présenté des examens nationaux volontaires périodiques en 2022 avaient également effectué un examen périodique universel au cours des deux années précédentes. L'étude des tableaux de recommandations de l'examen périodique universel révèle que deux des domaines les plus fréquemment cités en rapport avec les enfants sont « Enfants, définition, principes généraux » et « Protection et violence à l'égard des femmes », preuve de l'intersectionnalité de ces deux questions. Dans les examens nationaux volontaires de 2022, il était fait état de progrès et de mesures qui étaient clairement liés aux recommandations formulées dans le cadre de l'examen périodique universel et d'autres mécanismes internationaux de défense des droits humains, notamment la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

La Représentante spéciale a également noté que l'approche « Unité d'action des Nations Unies » devrait être utilisée pour éviter tout redoublement inutile des efforts demandés aux États Membres dans le cadre des processus internationaux de communication de l'information. Des guides et des outils agréés liés aux ODD, à Notre Programme commun, à l'Appel à l'action en faveur des droits humains et au Nouveau Programme pour les villes sont disponibles et complètent les mécanismes internationaux d'examen et de suivi tels que les examens nationaux volontaires, les examens périodiques universels et les rapports des États parties au Comité des droits de l'enfant. Dans le contexte des examens nationaux volontaires, tous les outils et rapports doivent assurer l'« appropriation » des ODD et du processus de communication de l'information par toutes les parties prenantes nationales, y compris les enfants.

Comment les examens nationaux volontaires traitent-ils de la question de la violence contre les enfants ?

Dans le cadre de ses échanges avec les États Membres en vue du forum politique de haut niveau, la Représentante spéciale du Secrétaire général s'est concentrée en particulier sur la manière dont leurs examens nationaux volontaires pour 2022 pouvaient rendre compte des progrès réalisés pour mettre fin à la violence contre les enfants et à ses facteurs, et sur la manière dont ces progrès contribuaient à accélérer la mise en œuvre du Programme 2030.

Les exemples suivants, tirés des examens nationaux volontaires de 2022, illustrent la manière dont la prise en compte des facteurs déterminants de la violence permet d'atténuer ses effets sur les enfants. Ces exemples ne sont pas exhaustifs, mais ils mettent en évidence des pratiques prometteuses et visent à encourager d'autres personnes à prendre des mesures pour relever des défis similaires.

Pauvreté



« Vous, les grands de ce monde : la prochaine fois que vous décidez de confiner, n'oubliez pas de mettre de côté juste un petit peu d'argent pour aider les familles qui ne peuvent plus subvenir à leurs besoins. » Cute, 16 ans, Zimbabwe, *Joining Forces*, « La pandémie de COVID-19 et mes droits ! »

Si la pauvreté n'est pas en soi une cause directe de violence, l'extrême pauvreté peut contribuer aux violations des droits humains. La pauvreté peut créer des tensions au sein des familles ainsi que parmi les soignants et les communautés, exacerbant le risque de violence, de maltraitance et d'exploitation des enfants, comme les mariages d'enfants et les mariages forcés, le travail des enfants, la traite, la contrebande et le recrutement dans des bandes criminelles. Les enfants dont les besoins fondamentaux ne sont pas satisfaits sont souvent laissés à la merci des auteurs de violences.

La plupart des examens nationaux volontaires ont vu soulignée l'importance des mesures de protection, comme les allocations familiales et l'aide alimentaire pour les familles avec enfants. Beaucoup ont également évoqué le besoin accru de protection sociale et de filets de sécurité, compte tenu de l'impact socioéconomique de la pandémie de COVID-19. Plus de la moitié des États Membres ont parlé de programmes d'assistance en espèces tels que les allocations familiales et les transferts en espèces dans le cadre de leurs stratégies de protection sociale. Plusieurs d'entre eux ont évoqué la couverture sanitaire universelle ou des services de soins de santé abordables pour les populations vulnérables, notamment les enfants et les femmes enceintes. Plusieurs États Membres, dont la Grèce, la Guinée équatoriale, le Malawi et le Mali, ont parlé d'un système plus global et intersectoriel de protection des enfants, englobant des services liés à la santé, à l'éducation, au logement, à la garde d'enfants et à l'accès à la nourriture.

Dans le cadre des échanges avec les États Membres, la Représentante spéciale salue la tendance observée dans divers pays à fournir des ensembles intégrés de services d'assistance en espèces, de soins, de protection, de nutrition et de gestion de cas pour atteindre les enfants les plus vulnérables et les personnes qui s'en occupent. Elle espère que les approches de ce type seront reproduites à grande échelle.

Santé



« Beaucoup d'enfants et beaucoup de mes amis sont dans un état de détresse mentale,

psychologique, émotionnelle et sociale. Je fais tout ce que je peux pour aider ». Une fille de 10 ans, Nigéria #CovidUnder19, consultation mondiale

La violence nuit à la santé physique et mentale des enfants et à leur développement. Souvent traumatisante, l'exposition à la violence suscite parfois des réactions au stress délétères, qui provoquent immédiatement ou à long terme des dégâts physiologiques et psychologiques. Le manque d'accès aux services de soins de santé, notamment en matière de santé mentale et de santé sexuelle et procréative, a un impact direct sur le bien-être des enfants. En outre, les systèmes de santé et leur personnel jouent un rôle clé dans la détection de la violence contre les enfants, sa prévention et la lutte contre le phénomène.

Il était question dans la plupart des rapports de services de santé abordables et accessibles à tous, et notamment de la couverture sanitaire universelle. Au moins 12 États Membres ont abordé la question de la santé mentale des enfants dans leurs examens nationaux volontaires, et ont dit qu'ils s'efforçaient de répondre à la demande accrue en services de santé mentale et de soutien psychosocial résultant de la pandémie de COVID-19 et des problèmes actuels : le Bélarus, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, les Émirats arabes unis, l'Érythrée, la Grèce, la Guinée équatoriale, la Jamaïque, la Lettonie, le Monténégro, les Pays-Bas et le Sri Lanka. Ces États Membres ont évoqué les mesures prises, notamment une offre mieux coordonnée de soins de santé mentale à l'échelle des communautés, la fourniture d'outils permettant aux écoles de détecter le stress chez les enfants et l'élaboration de conseils à l'intention des familles pour les aider à détecter et à traiter les symptômes psychologiques/émotionnels et comportementaux.

Lors de ses échanges avec les États Membres, la Représentante spéciale a noté que les services de santé mentale et de soutien psychosocial étaient considérés comme des services essentiels dans de nombreux pays et qu'ils étaient dispensés selon de multiples modalités pour pouvoir atteindre le plus de personnes possible, notamment via des plateformes en ligne et dans le cadre des établissements scolaires et des centres communautaires et des centres de santé. Les enfants assuraient par ailleurs un soutien entre pairs. La Représentante spéciale espère voir toutes ces initiatives reproduites à grande échelle.

Éducation et développement de la petite enfance



« Je suis convaincue que l'éducation est clé pour pouvoir réaliser tous les ODD. L'éducation au Mexique comme dans d'autres parties du monde a diminué, car beaucoup d'étudiants à faibles revenus doivent quitter l'école parce qu'ils n'ont pas Internet ou accès à la technologie, sans

parler du chômage et du manque de travail... » Une fille mexicaine, âge inconnu, soumission à la campagne « Let's tell the world »

Les écoles peuvent être le théâtre de formes de violence telles que les brimades, les châtiments corporels, l'exploitation et les atteintes sexuelles, contre lesquelles il faut directement lutter. Mais les écoles peuvent aussi être un mécanisme de détection précoce de la violence et de la négligence qui se produisent au domicile de l'enfant ou dans sa communauté. Les enfants exposés à de la violence et à d'autres difficultés chez eux ou à l'école sont plus susceptibles d'abandonner leurs études, ce qui compromet leurs chances de devenir des citoyens productifs. La réalisation du droit de tous les enfants à une éducation sûre⁶, inclusive⁷ et de qualité joue un rôle fondamental dans la création de sociétés plus productives, égales et inclusives.

L'expérience du stress toxique et de la violence dans la petite enfance peut altérer le développement de la structure et des fonctions cérébrales, par exemple en ce qui concerne l'acquisition du langage et le fonctionnement cognitif, ce qui peut entraîner des déficits de compétences sociales et émotionnelles. Plus tard dans la vie, ces déficits peuvent diminuer la productivité économique, augmenter le risque de pauvreté intergénérationnelle et perpétuer la violence dans les relations personnelles.

Un climat d'apprentissage sûr et inclusif

Les informations disponibles sur les mesures prises par les États Membres pour « fournir à tous un cadre d'apprentissage, sûr, non violent, inclusif et efficace » étaient limitées. Toutefois, trois États Membres, l'Eswatini, la Lettonie et le Monténégro, ont évoqué les questions liées à la violence entre pairs en milieu scolaire, notamment les brimades, et les mesures prises pour y remédier. Ces mesures comprennent l'établissement de plans d'action nationaux, ainsi que la formulation d'orientations relatives à la prévention de la violence et la mise en place de lignes d'assistance téléphonique gratuites pour signaler les cas.

Favoriser l'éducation grâce à l'accès à Internet

Si le phénomène de la violence contre les enfants en ligne est de plus en plus préoccupant, les États Membres ont aussi étudié la question d'un accès abordable et universel à l'Internet pour tous, notamment en ce qui concerne le soutien de l'accès des enfants à l'éducation pendant les fermetures d'écoles déclenchées par la pandémie de COVID-19. Plusieurs États Membres ont parlé du problème de l'accessibilité de l'enseignement à distance ou des mesures prises, notamment le Cameroun, l'Eswatini, le Gabon, la Gambie, le Ghana, la Grèce, la Jamaïque, la Jordanie, le Lesotho, les Pays-Bas, les Philippines, le Sri Lanka, le Soudan et l'Uruguay. Ces mesures comprenaient l'établissement d'un cadre politique pour renforcer la coopération avec le secteur privé en vue d'élargir l'accès à Internet, la formation des enseignants à la

6. Cible 4.a : fournir à tous un cadre d'apprentissage sûr, non violent, inclusif et efficace.

7. La référence à l'inclusion renvoie à différents niveaux, notamment au genre, au statut culturel et au statut socioéconomique. La cible 11.4 appelle à un renforcement des efforts pour protéger et sauvegarder le patrimoine culturel et naturel mondial.

culture numérique et l'offre d'une aide financière aux familles pour qu'elles puissent acquérir des appareils numériques pendant cette période. Certains États Membres ont déploré que la « fracture numérique » accentue les retards d'apprentissage entre les enfants. Il a également été souligné que les programmes de télévision et de radio pouvaient être des solutions de substitution à l'apprentissage en ligne.

Une discipline positive⁸

Trois États Membres, l'Eswatini, la Guinée-Bissau et le Suriname, ont évoqué les châtiments corporels dans divers contextes, principalement pour souligner leur prévalence.

Dans le cadre de ses échanges avec les États Membres, la Représentante spéciale a pris note des efforts faits par les gouvernements pour rendre plus sûr l'environnement d'apprentissage au sein des établissements scolaires, mais aussi en dehors, y compris en ce qui concerne l'apprentissage en ligne, grâce à des campagnes de sensibilisation, à des formations à l'intention des enseignants et du personnel et des familles, à la mise en place de protocoles de signalement et à la promotion de l'entraide entre pairs. La Représentante spéciale espère que ces initiatives seront reproduites à grande échelle.

Travail décent



Le travail décent pour tous, y compris les femmes, les jeunes et les personnes migrantes, favorise une croissance économique durable et permet aux familles et aux personnes qui s'occupent des enfants de veiller à leur santé, à leur développement et à leur protection. Par contraste, le travail des enfants est une forme de violence extrême, contraire à la notion même de travail décent, à laquelle il faut mettre fin. Il nuit à la santé, au développement et à l'éducation des enfants et perpétue le cercle vicieux de la pauvreté et du dénuement.

Élimination du travail des enfants

La question du travail des enfants a été évoquée dans 20 rapports, notamment ceux de l'Argentine, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, d'El Salvador, de l'Érythrée, de l'Eswatini, de l'Éthiopie, de la Gambie, du Ghana, de la Guinée-Bissau, de la Jamaïque, de la Jordanie, du Lesotho, du Mali, du Monténégro, des Pays-Bas, de Sao Tomé-et-Principe, du Sri Lanka, du Soudan, du Suriname, de la Suisse et du Togo. Beaucoup ont souligné le lien qui existait entre le travail des enfants, la traite des enfants et la violence sexuelle. Entre autres mesures notables, on peut citer la création d'un modèle d'identification des risques concernant le travail des enfants et l'instauration d'une obligation légale pour les entreprises de vérifier la durabilité

8. Les châtiments corporels sont liés à l'ODD 16, ainsi qu'à l'ODD 4

des opérations et de faire œuvre de diligence raisonnable en ce qui concerne les minerais de conflit⁹ et le travail des enfants et de rendre des comptes à ce sujet.

La Représentante spéciale accueille avec satisfaction les réformes législatives introduites dans de nombreux pays pour interdire le travail des enfants, ainsi que les investissements consentis dans l'éducation de la petite enfance et l'enseignement primaire pour réduire les risques que les enfants tombent dans la pauvreté et soient contraints de travailler. Alors que le tourisme redémarre au lendemain de la pandémie, la Représentante spéciale a noté la reprise de la mise en œuvre du Code de conduite pour la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle dans le tourisme et l'industrie des voyages. Elle a également pris note des cadres politiques en place dans certains États Membres qui se concentrent sur la réadaptation et la réintégration des enfants des rues.

Un environnement sûr, propre et connecté



Il est essentiel au bien-être et à la protection des enfants qu'ils puissent vivre dans un environnement sûr et sain, avec notamment un accès à des systèmes de transport public, à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement, à l'énergie et aux technologies modernes. Par exemple, ce sont souvent les enfants qui sont chargés d'aller chercher de l'eau et du bois de chauffage dans les foyers, et celles et ceux qui doivent accomplir de longs trajets pour le faire sont exposés à la violence. Les longues heures consacrées à ces corvées compromettent également leur développement et leur éducation.

L'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC) favorise l'apprentissage des enfants et augmente leurs possibilités de bénéficier d'un contact social et d'une protection, ainsi que leur participation. Plusieurs lignes d'assistance proposées en ligne aux enfants ont vu une augmentation du nombre de demandes pendant la pandémie de COVID-19. Cela dit, les enfants sont aussi exposés à des risques d'exploitation et d'atteintes en ligne, ce qui compromet leur santé (y compris leur santé mentale), leur éducation et leur développement.

Pour un accès sûr à Internet

Rares sont les États Membres qui ont mentionné la question de la protection des enfants en ligne : l'Argentine, les Émirats arabes unis, l'Éthiopie, la Jamaïque et le Sénégal. C'est d'autant plus étonnant que la violence contre les enfants en ligne est un phénomène qui gagne en étendue et en ampleur. Certains États Membres ont noté que l'utilisation accrue des smartphones et d'Internet par les enfants les exposaient davantage à diverses formes de violence et

9. Minerais extraits dans une zone de conflit armé et vendus illicitement pour financer les combats.

d'exploitation. Ils ont également discuté de l'élaboration de stratégies nationales de protection des enfants en ligne, de la mise en place de mécanismes gouvernementaux pour signaler les cas et supprimer les images d'atteintes sexuelles sur les enfants, et de la promulgation de politiques relatives au bien-être des enfants en ligne, accompagnées de plateformes de connaissances pour renforcer les capacités. Les États Membres ont également discuté de la nécessité de mener des campagnes de sensibilisation aux risques en ligne auprès des enfants et de leurs familles, et d'intégrer cette question dans les programmes d'enseignement formel.

Dans le cadre de ses échanges avec les États Membres, la Représentante spéciale a noté que la question de la protection des enfants en ligne était souvent traitée séparément par rapport au reste du système de protection. Sachant que les frontières entre les risques de violence en ligne et les risques de violence en personne étaient très poreuses, la Représentante spéciale demande instamment qu'une approche holistique de la protection des enfants, que ce soit en ligne ou hors ligne, soit adoptée.

Action Climatique



« Notre climat et notre environnement jouent un rôle très important dans nos vies. Je veux que les gens comprennent que les changements climatiques ne concernent pas que nos vies, mais aussi celles des générations futures. Si vous vous unissez et faites l'effort de changer les choses, l'environnement vous remerciera. S'il vous promet l'air le plus frais et l'eau la plus pure, les montagnes les plus hautes et les arbres les plus frais, alors nous devons aussi faire preuve de responsabilité et promettre la restauration de l'environnement. Si nous y mettons du nôtre, c'est à notre portée. Tout est possible. » Une fille de 13 ans, Inde

La crise climatique et ses graves conséquences, en particulier pour les populations déjà vulnérables, alimentent les moteurs de la violence que sont la pauvreté, les migrations et les déplacements et le manque d'accès à l'éducation. C'est un multiplicateur de risques¹⁰ pour les formes de violence à l'encontre des enfants telles que les mariages d'enfants, le travail des enfants et la traite des enfants. Pour réduire les risques de violence à l'encontre des enfants, il est essentiel de s'adapter d'urgence aux effets de la crise climatique et de les atténuer en tenant compte des besoins des enfants.

Plusieurs États Membres ont évoqué la manière dont ils intègrent les questions des changements climatiques et de l'environnement dans leurs programmes éducatifs, notamment l'Eswatini, la Lettonie, le Mali et Sao Tomé-et-Principe. D'autres ont parlé des plans d'action d'urgence en matière d'éducation, qui garantiraient la poursuite de l'éducation dans les situations d'urgence liées au climat.

10. The Climate Crisis and Violence against Children

Des aspects spécifiques des cadres de politique climatique liés aux enfants ont été mentionnés dans au moins 14 examens nationaux volontaires, ceux de la Dominique, de l'Eswatini, de l'Éthiopie, du Gabon, de la Gambie, du Ghana, de l'Italie, de la Jamaïque, du Lesotho, du Libéria, du Luxembourg, du Mali, du Monténégro et du Togo. Certains d'entre eux traitent du lien existant entre la résilience climatique et la pauvreté et il y est indiqué que les changements climatiques sont intégrés à la planification et la budgétisation du développement national. Il a été mentionné dans plusieurs des examens nationaux qu'il importait de disposer d'informations pertinentes sur les changements climatiques, qui soient disponibles et accessibles à tous, y compris aux enfants et aux jeunes, sur des questions telles que les modes de vie durables. Certains pays ont également mentionné qu'une attention particulière était prêtée aux femmes et aux enfants dans leur plan d'action national sur le climat et pour la réduction des risques de catastrophe. Entre autres mesures figuraient aussi diverses campagnes de sensibilisation et initiatives ciblant les familles et les enfants.

Dans le cadre de ses échanges avec les États Membres et avec les enfants sur la crise climatique, il a été rappelé à la Représentante spéciale que ce sont les enfants, qui sont les moins responsables de cette crise, qui paient le prix le plus élevé, alors que la prise en compte de leur bien-être dans les politiques d'atténuation des changements climatiques reste inadéquate. La Représentante spéciale recommande vivement la réalisation d'investissements plus importants dans des politiques climatiques intersectorielles et adaptées aux enfants, qui tiennent compte des risques et des vulnérabilités spécifiques des enfants, ainsi que des facteurs de violence liés aux changements climatiques.

Les enfants en mouvement



Sans statut juridique et sans protection ni accès aux services voulus, les enfants en mouvement sont davantage exposés à diverses formes de violence, d'exploitation et d'atteintes. Le renforcement de l'inclusion sociale, économique et politique peut contribuer à lutter contre certains des facteurs d'incitation à la migration, tandis que les politiques et les pratiques qui favorisent une migration ordonnée, sûre et régulière peuvent contribuer à atténuer les risques de violence pour les enfants et leur famille.

Les enfants en mouvement sont vulnérables face à diverses formes de violence. Dans la plupart des examens nationaux volontaires, la question de la migration a été évoquée comme un sujet de préoccupation important, tandis que plusieurs États Membres ont discuté de leurs cadres politiques nationaux et de leurs mesures axés sur la protection des enfants dans ce contexte, notamment Djibouti, l'Éthiopie, la Grèce, la Guinée-Bissau, le Luxembourg, les Pays-

Bas et la Suisse. Ces mesures vont de l'amélioration de l'accès à l'éducation des enfants migrants aux transferts d'argent pour soutenir les familles migrantes.

Plusieurs examens nationaux volontaires, dont ceux du Cameroun, de Djibouti, de la Grèce, du Libéria, du Mali et du Soudan, ont traité de la situation des familles et des enfants réfugiés, ainsi que d'autres enfants en mouvement, comme les migrants ou les membres de groupes vulnérables.

Dans le cadre de ses engagements avec les États Membres, la Représentante spéciale a noté que les droits des enfants migrants étaient garantis dans les pays qui assuraient leur accès aux services essentiels, y compris à la santé et à l'éducation, et qui leur proposaient un cadre de vie adéquat et en évitant de les placer en détention. Ces approches doivent être transposées à plus grande échelle.

Égalité des sexes et discrimination



« Je ne veux pas grandir dans une société qui ne m'apprécie pas en tant que fille. Mes réalisations sont peut-être limitées aujourd'hui, mais quand je serai grande, elles grandiront avec moi, et la société doit me permettre de réaliser mes rêves et de me réaliser. La société doit être plus juste et plus ouverte pour permettre aux filles de prendre le volant et de faire la différence. Je ne veux pas que mon ambition s'arrête à un travail sans intérêt. Je sais que mon rêve aujourd'hui est impossible à réaliser dans cette communauté et que voyager peut être une solution pour réaliser mes rêves. Mais je pense qu'il serait mieux de changer notre propre communauté et de la développer et que cela aiderait beaucoup de filles comme moi. » Jessica, 16 ans, communication de la Jeunesse étudiante catholique internationale du Liban.

Les inégalités de genre et la discrimination augmentent le risque de violence, en mettant les filles et les femmes particulièrement en danger et en entravant leur capacité de demander une protection. Les normes et pratiques sociales et culturelles qui tolèrent la violence¹¹ et le traitement inégal des filles limitent leur accès à l'éducation. Cela réduit leurs choix et leurs possibilités dans la vie et, par conséquent, alimente les cycles de la pauvreté et du dénuement.

Promouvoir l'égalité des genres et lutter contre les violences de genre

La plupart des examens nationaux volontaires mentionnent des initiatives visant à lutter contre les violences de genre, notamment la mise en place ou le renforcement de cadres juridiques et de cadres de coordination, ainsi que des plans d'action nationaux en faveur de l'égalité des genres. Certains cadres traitaient de formes spécifiques de violence à l'égard des femmes et des filles, ainsi que de l'accent mis sur la recherche de l'égalité des genres et de l'avancement

11. Cible 5.3 : Éliminer toutes les pratiques préjudiciables, telles que le mariage des enfants, le mariage précoce ou forcé et la mutilation génitale féminine.

des femmes.

La plupart des examens nationaux volontaires traitent de la violence de genre. Plusieurs États Membres ont fait rapport sur la violence domestique, la violence au foyer et la violence entre partenaires intimes, ainsi que sur les mesures prises pour y remédier, notamment l'Andorre, le Bélarus, le Botswana, la Dominique, l'Eswatini, le Gabon, la Gambie, le Ghana, la Grèce, la Grenade, la Jamaïque, la Jordanie, le Kazakhstan, le Lesotho, la Lettonie, le Luxembourg, le Malawi, le Monténégro, les Pays-Bas, Sao Tomé-et-Principe, le Soudan, la Suisse et l'Uruguay. Plusieurs examens ont évoqué l'existence d'un lien entre l'augmentation de la violence domestique et les restrictions de mouvement liées à la pandémie de COVID-19. Les États Membres ont pris note des mesures prises pour améliorer la prévention, agir et renforcer l'application du principe de responsabilité par le biais d'une réforme juridique, du renforcement des capacités des secteurs chargés de l'application de la loi, du renforcement de la coordination entre les différents ministères concernés et les partenaires de la société civile, et de la garantie de l'accès aux services essentiels pour les victimes, tels que les refuges, les services de conseil et les lignes d'assistance téléphonique gratuites. Les États Membres ont également évoqué le fait que tous les cas de violence domestique et de violence entre partenaires intimes n'étaient pas déclarés et ils ont jugé qu'il fallait prévoir davantage de ressources pour remédier à ce problème.

Plus de 10 États Membres ont évoqué les mariages d'enfants et les mesures prises pour lutter contre ce phénomène, notamment le Botswana, le Cameroun, l'Eswatini, le Gabon, le Ghana, la Jordanie, le Lesotho, le Malawi, le Mali, le Monténégro et le Soudan. De même, au moins 11 États Membres ont parlé des mutilations génitales féminines et des mesures prises pour lutter contre cette forme de violence : le Cameroun, la Côte d'Ivoire, Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, la Gambie, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Sénégal, la Somalie et le Soudan. La participation de la communauté est un aspect important de la lutte contre ces pratiques néfastes. Un certain nombre d'États Membres, dont l'Éthiopie, le Sénégal, la Somalie et le Soudan, ont évoqué des campagnes et d'autres activités qui mobilisent la communauté et les chefs religieux/traditionnels dans la transformation des normes sociales et culturelles qui tolèrent ces pratiques néfastes et la discrimination à l'égard des femmes et des filles.

Dans le cadre de ses échanges avec les États Membres, la Représentante spéciale a noté que les gouvernements étaient de plus en plus conscients de l'interaction entre les violences de genre et la violence à l'égard des enfants, ainsi que du risque que les personnes exposées à la violence domestique dans leur enfance commettent elles-mêmes des actes de violence à l'âge adulte. En plus de l'adoption d'une législation adaptée, il est important de mobiliser les chefs religieux et les leaders des communautés, ainsi que les enfants eux-mêmes, et de les mettre face à leurs responsabilités afin de renforcer les normes sociales positives.

Des sociétés pacifiques, inclusives et justes



« J'essaie de faire œuvre de sensibilisation sur les droits des enfants, parce que là où je vis, j'ai vu tant d'enfants confrontés à tellement de problèmes comme la pauvreté, l'absence d'éducation et la violence domestique. » Un garçon pakistanais d'âge inconnu

Les risques de violence contre les enfants sont accrus par la pauvreté et les inégalités, les déplacements forcés, les crises humanitaires en cours, les conflits et la violence, et l'impact de la crise climatique, qui peuvent les exposer à des formes de violence telles que la traite et la privation de liberté dans le cadre des placements en détention liés à la migration et à la participation à des manifestations pacifiques. Ces facteurs de risque ont même pour effet de normaliser la violence contre les enfants. L'activité criminelle organisée, étayée par des technologies en constante évolution telles que le darknet, le cryptage et l'utilisation de cryptomonnaies, rend la détection des crimes et le travail de la justice encore plus difficiles.

La justice pour les enfants suppose des appareils de justice pénale, civile et administrative adaptés aux enfants, qui donnent la priorité à leur bien-être. Dans le même temps, la justice pour enfants englobe également les concepts plus larges de justice sociale et environnementale, qui font partie intégrante de la promotion de sociétés pacifiques et inclusives.

Des appareils de justice adaptés aux enfants garantissent le droit à un recours des enfants victimes, sont responsables devant les enfants, n'ont recours qu'en dernier lieu à la privation de liberté des enfants en conflit avec la loi et privilégient les approches de justice réparatrice.

Tous les enfants doivent avoir droit à la justice sociale, y compris les enfants migrants et apatrides qui vivent souvent dans des conditions de vie inadéquates et n'ont pas accès aux services essentiels tels que l'éducation, la santé et la justice. Le droit à l'identité juridique (y compris l'enregistrement des naissances)¹² et l'égalité d'accès à la justice¹³ ont des effets positifs sur l'environnement dans lequel évoluent les enfants, en offrant une protection contre le travail, l'exploitation, la traite et le mariage des enfants. Ils sont essentiels à la réalisation des droits des enfants aux services de base tels que la santé, la protection sociale, l'éducation et la justice.

L'ODD 16, qui promeut l'avènement de sociétés pacifiques et justes, prévoit la mise en place d'institutions efficaces et inclusives qui soient responsables devant tous, y compris les enfants. La réalisation d'une plus grande égalité sociale et économique engendrerait une plus grande inclusion et justice, réduirait la pauvreté et rendrait le milieu dans lequel évoluent les enfants moins sujets à la violence.

12. Cible 16.9: D'ici à 2030, garantir à tous une identité juridique, notamment grâce à l'enregistrement des naissances.

13. Cible 16.3: Promouvoir l'état de droit dans l'ordre interne et international et garantir à tous un égal accès à la justice.

L'accès des enfants à la justice

Au moins 16 États Membres ont fait part des initiatives qu'ils menaient ou avaient prévu de mener pour renforcer le système de justice pour enfants, notamment le Botswana, la Côte d'Ivoire, l'Eswatini, le Ghana, la Grèce, la Guinée-Bissau, la Jamaïque, la Lettonie, le Libéria, le Luxembourg, le Monténégro, les Pays-Bas, le Sénégal, la Somalie, le Sri Lanka et le Togo. Parmi les exemples donnés, on peut citer la création d'unités spéciales dédiées à la protection de l'enfance au sein des forces de police et l'organisation de tribunaux adaptés aux enfants ; la formation du personnel compétent dans les secteurs de l'aide sociale et du droit, ainsi que dans celui de l'application des lois ; et l'amélioration de l'accès aux services juridiques. Certains ont parlé de législations spécifiques tendant à réduire le nombre d'enfants entrant en contact avec le système juridique formel en les orientant vers des programmes de réhabilitation.

Enregistrement des naissances et documents d'identité

Au moins 16 États Membres ont indiqué une augmentation de l'enregistrement des naissances au cours de la dernière décennie, notamment le Cameroun, la Côte d'Ivoire, Djibouti, l'Eswatini, l'Éthiopie, la Gambie, le Ghana, la Guinée-Bissau, la Guinée équatoriale, la Jordanie, le Kazakhstan, le Malawi, le Pakistan, Sao Tomé-et-Principe, le Sénégal et le Togo. Ils ont recensé dans leurs examens volontaires nationaux de bonnes pratiques telles que la formation du personnel de santé pour faciliter le processus d'enregistrement, y compris le personnel des services de maternité et de vaccination, les fonctionnaires et les responsables communautaires. Certains ont signalé une baisse du nombre d'enregistrements pendant la pandémie de COVID-19, suivie d'une reprise une fois les restrictions de mouvement levées. Certains ont parlé des mesures prises pour enregistrer les enfants dont les parents ne sont pas des ressortissants du pays ou qui n'ont pas de preuve d'identité. D'autres ont indiqué que l'enregistrement était plus facile grâce à la gratuité des certificats de naissance, à l'accessibilité des services d'état civil et à l'amélioration des technologies.

Dans le cadre de ses engagements avec les États Membres, la Représentante spéciale a plaidé pour la mise en place d'appareils de justice plus adaptés aux enfants, qui leur soient accessibles et qui prévoient un ensemble de services de protection. L'offre de recours aux enfants victimes et la garantie de l'application du principe de responsabilité sont une partie essentielle de la justice et contribuent au processus de guérison.

La Représentante spéciale souligne que l'enregistrement des naissances est primordial pour la réalisation du droit des enfants à des services essentiels et note l'importance que revêtent l'enregistrement des naissances et l'octroi de la nationalité aux enfants afin de prévenir l'apatridie.

Lutter contre la traite des enfants¹⁴

La majorité des États Membres ont évoqué la question de la traite des êtres humains, tandis qu'au moins neuf États Membres ont discuté spécifiquement de la question de la traite des enfants : Andorre, le Bélarus, la Grèce, la Guinée-Bissau, la Jamaïque, le Lesotho, les Pays-Bas, le Soudan et la Suisse. En termes de prévention et de détection, certains protocoles spécifiques visant à renforcer les systèmes de protection ont été mentionnés : professionnels de la protection de l'enfance accompagnant les enfants qui traversent seuls les frontières ; campagnes d'information avec des affiches concernant les services et lignes d'aide existants ; et établissement d'une liste de contrôle pour identifier les victimes de la traite des enfants.

La coopération multilatérale et bilatérale a été soulignée. Les États Membres ont mentionné le renforcement et l'établissement de protocoles/systèmes de détection, la fourniture de services/références et le renforcement des capacités des services sociaux et du personnel chargé de l'application des lois pour lutter contre la traite.

La Représentante spéciale salue les efforts déployés à l'échelle nationale et régionale pour prévenir la traite des enfants et y mettre fin. Pourtant, le phénomène continue de prendre de l'ampleur. Elle sait qu'il ne pourra être mis fin à la traite des enfants que si l'on s'attaque de manière globale et multiforme à ce cercle vicieux en investissant des ressources pour réduire les vulnérabilités des enfants, en augmentant les risques courus par les trafiquants grâce à la conclusion de partenariats (y compris avec les secteurs des TIC) et en s'attaquant à la demande de services de vente, d'esclavage et d'exploitation des enfants par l'application du principe de responsabilité et l'adoption de réformes juridiques.

Les enfants comme agents du changement



« Il est essentiel de donner des moyens d'agir aux adolescents et aux enfants. Nous ne voulons pas être spectateurs du changement, nous voulons être les protagonistes d'une société qui change et se déconstruit pour donner naissance à un avenir inclusif, équitable et durable. » Julieta, Chili, 17 ans « Tremendas », propos recueillis lors d'un entretien.

Un plan de développement national réussi suppose des partenariats inclusifs – aux niveaux mondial, régional, national et local – axés sur des visions, des principes et des valeurs partagés qui placent toutes les personnes, y compris les enfants, au cœur de l'action menée. Les enfants sont des agents du changement¹⁵ et doivent prendre part à des processus décisionnels participatifs et représentatifs.¹⁶

14. La traite des enfants est aussi liée à l'ODD 8.

15. Transforming our world: the 2030 Agenda for Sustainable Development | Department of Economic and Social Affairs (un.org), paragraphe 51.

16. Cible 16.7 : Faire en sorte que le dynamisme, l'ouverture, la participation et la représentation à tous les niveaux caractérisent la prise de décisions.

Lorsque les enfants s'engagent avec leurs pairs et leurs homologues adultes dans des activités civiques, cela contribue à renforcer leur protection contre la violence, ainsi que la prévention et la réponse à cette violence. La participation significative des enfants en tant qu'agents pacifiques du changement est source d'autonomie non seulement pour chaque enfant pris individuellement, mais aussi pour l'ensemble de leur génération. Leur participation renforce leur confiance en eux et leur sens de la citoyenneté, approfondit leur compréhension de leurs droits, crée un cadre propice à la prise de parole et aide à réparer les injustices dont ils sont victimes, eux et leurs pairs. Des espaces publics sûrs, inclusifs et accessibles sont¹⁷ essentiels à la création d'un tel environnement.

Participation des enfants à la prise de décision

Dans la plupart des examens nationaux volontaires, il a été souligné qu'il fallait adopter une approche participative dans le processus d'application et de suivi du Programme 2030 et que des acteurs venus de multiples horizons, et notamment de la société civile, avaient participé à l'établissement du rapport. Au moins neuf pays ont spécifiquement indiqué que des enfants avaient pris part à l'élaboration de leur examen national, dont l'Andorre, l'Eswatini, le Ghana, le Lesotho, le Libéria, le Malawi et les Philippines. Au moins dix autres pays ont mentionné que des « jeunes » ou des « étudiants » (parmi lesquels pouvaient figurer des enfants de moins de 18 ans) avaient participé au processus, notamment la Côte d'Ivoire, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kazakhstan, le Monténégro, le Sénégal, la Somalie, le Sri Lanka, le Soudan et le Togo. Les enquêtes, les entretiens et les consultations étaient un moyen courant de faire participer les enfants et les jeunes. La participation des enfants à l'examen national volontaire est souvent décrite dans la partie du rapport consacrée au processus suivi et à l'objectif de « ne laisser personne de côté », mais elle est rarement liée explicitement à l'objectif 16 (cible 16.7).

La Représentante spéciale se félicite que des États Membres aient invité les enfants à participer aux processus de prise de décision. De plus en plus, les enfants sont considérés comme des partenaires dans la création d'une société pacifique et juste. Il est également encourageant de voir les États Membres inviter les enfants à participer à l'élaboration des examens nationaux volontaires et à leur présentation au forum politique de haut niveau pour le développement durable, et la Représentante spéciale espère que cette tendance se renforcera. Elle espère également découvrir davantage d'exemples concrets de la participation systématique des enfants aux processus nationaux de prise de décision.

Comme les enfants prennent de plus en plus les choses en mains dans les initiatives qui les concernent, telles que l'action climatique et le soutien entre pairs, il faut les aider à faire entendre leurs voix et à démultiplier leurs actions.

17. Cible 11.7 : Assurer l'accès de tous, en particulier des femmes et des enfants, des personnes âgées et des personnes handicapées, à des espaces verts et des espaces publics sûrs.

Ne laisser personne de côté

Conformément au principe consistant à « ne laisser personne de côté », des groupes de populations vulnérables tels que les personnes âgées, les personnes en situation de handicap et les enfants en situation difficile ont été identifiés dans la plupart des examens nationaux volontaires, qui présentent les défis auxquels ces groupes sont confrontés et les mesures prises pour améliorer leur bien-être.

Plus de 20 États Membres ont relevé des situations spécifiques de vulnérabilité dans lesquelles pouvaient se trouver les enfants et ont évoqué des mesures prises pour renforcer leur protection, notamment l'Andorre, l'Argentine, le Bélarus, la Côte d'Ivoire, la Dominique, El Salvador, l'Érythrée, le Gabon, la Gambie, le Kazakhstan, la Lettonie, le Lesotho, le Mali, les Pays-Bas, le Pakistan, les Philippines, le Sénégal, la Somalie, le Sri Lanka, le Soudan, le Suriname et le Togo.

Il est à noter que les enfants en situation de handicap ont été mentionnés dans plus de 15 examens nationaux volontaires. Parmi les initiatives prises, on peut citer l'adoption de cadres politiques visant à favoriser leur accès à l'éducation et leur intégration dans le système éducatif ordinaire.

Andorre, la Grèce et le Lesotho ont mentionné les personnes qui s'identifient comme LGBTI+ comme faisant partie des populations vulnérables, en particulier les jeunes, ou ont évoqué les mesures prises pour améliorer leur protection.

La Côte d'Ivoire, l'Érythrée, le Kazakhstan, la Lettonie, le Pakistan et le Sénégal ont parlé du sort des enfants privés de soins parentaux et du soutien qui leur était apporté, par exemple grâce à l'offre de services sociaux ciblés, à leur sortie des établissements dans lesquels ils avaient été placés et à leur intégration dans des structures familiales. La Grèce, la Somalie et le Soudan ont parlé des enfants issus de communautés minoritaires et de l'appui qui leur est offert pour promouvoir leur inclusion sociale plus large, y compris leur accès à l'éducation.

D'autres contextes et formes de vulnérabilité ont été mentionnés, notamment en ce qui concerne les enfants des rues, les ménages dirigés par des enfants, les garçons qui sont gardiens de troupeau,¹⁸ les jeunes mères en âge d'être scolarisées et les enfants atteints du VIH/sida ou dont les parents ou les tuteurs vivent avec le VIH/sida. Dans la plupart des cas, il a été souligné que ces enfants et ces jeunes avaient besoin de davantage de soutien.

18. Les garçons qui gardent des troupeaux ou aident un gardien de troupeau. Les gardiens de troupeaux s'occupent du bétail dans les montagnes, en le surveillant et le protégeant des voleurs. Ces garçons ont parfois peu d'interactions avec d'autres personnes et n'ont pas de possibilités d'éducation, ce qui les rend vulnérables à l'exploitation et à d'autres formes de violence.

Les informations données dans le présent rapport sont une sélection des exemples trouvés dans les examens nationaux volontaires de 2022 et ne sont pas exhaustives. De nombreuses bonnes pratiques mises en œuvre aux niveaux local et national ne figurent peut-être pas dans les examens nationaux. Le Bureau de la Représentante spéciale serait heureux d'apprendre des États Membres quelles sont les actions qu'ils mènent pour intégrer les droits, la protection et le bien-être des enfants dans les processus de mise en œuvre et d'examen des ODD.¹⁹

19. Veuillez envoyer un courriel à srsg-vac@un.org.



BUREAU DU REPRÉSENTANT SPÉCIAL DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL CHARGÉE DE LA QUESTION
DE LA VIOLENCE À L'ENCONTRE DES ENFANTS

